

Discours de Serge Ménard

Assemblée d'investiture du Parti Québécois de la circonscription de Laval-des-Rapides

5 novembre 1993

C'est un grand honneur pour moi d'avoir été choisi candidat du Parti Québécois pour l'élection partielle qui aura lieu dans Laval-des-Rapides le 13 décembre prochain. C'est aussi une lourde responsabilité. Nous avons gagné les trois dernières élections partielles. Le Bloc, qui partage notre idéal, vient de remporter une éclatante victoire.

Tous les yeux seront tournés vers Laval-des-Rapides pour voir si le mouvement qui nous porte s'essouffle ou bien s'il prend de l'ampleur. Au nom de notre idéal, nous avons donc le devoir de travailler d'arrache-pied pour aller chercher le maximum d'appui à notre cause.

Je suis heureux d'avoir été choisi dans Laval-des-Rapides, où se trouve une organisation aux opinions diverses, où l'on sait faire consensus autour d'un objectif commun tout en respectant les opinions des autres. J'en suis heureux parce que c'est ainsi, qu'à mon avis, doit fonctionner un grand parti démocratique.

Mais c'est aussi comme cela que doit être aujourd'hui le Parti Québécois. Un parti ouvert... ouvert à un très large éventail d'opinions progressistes.

Ouvert non seulement aux indépendantistes de la première heure. Ouvert à tous ceux qui ont cru, à un moment donné, qu'il était possible de bâtir un grand Canada basé sur les principes des deux peuples fondateurs où se seraient épanouis, côte à côte et fraternellement, des communautés parlant français et anglais, ces deux langues qui permettent l'accès à de grands héritages culturels, scientifiques, philosophiques et juridiques, non seulement dans le respect mutuel mais avec la conviction que cette cohabitation était source d'enrichissement.

Ouvert à tous ceux qui ont cru que le fédéralisme canadien était assez souple pour donner au seul gouvernement élu par une majorité francophone les pouvoirs que cette majorité estimait essentiels. Ouvert, en somme, à tous ceux qui ne peuvent accepter le statu quo. Car tel est le seul choix qui s'offre à nous depuis l'échec du Lac Meech et le référendum sur l'accord de Charlottetown : la Souveraineté ou le statu quo.

Comment peut-on penser que le reste du Canada, qui a rejeté l'accord de Charlottetown par une majorité plus grande que le Québec, pourrait consentir à des modifications constitutionnelles de quelque importance.

Le reste du Canada en a soupé des débats constitutionnels. Le Canada, tel qu'il est, lui convient. Le Québec doit s'en contenter ou quitter.

Ce sentiment est d'autant plus fort que le reste du Canada est convaincu que le Québec ne désire pas vraiment l'indépendance. Qu'*«il vote séparatiste quand ça ne compte pas»*, comme le disait récemment Mordecai Richler. C'est à mon avis une illusion.

Mais même si c'était vrai que les Québécois votent pour les souverainistes dans le but d'obtenir plus de pouvoir pour leur gouvernement, cela illustrerait ce que nous savions tous, l'immense majorité des Québécois est insatisfaite du statu quo.

Mais la réponse du reste du Canada est claire : vous vous contentez de ce que vous avez ou bien vous partez.

Dans ce contexte, un projet comme celui de Jean Allaire et de Mario Dumont n'a aucune chance de réussir. Même s'il emportait l'adhésion d'une majorité de Québécois, le reste du Canada dira toujours non.

De plus, il est évident que pour réussir, un tel projet doit nécessairement passer par les deux prochaines étapes que propose le Parti Québécois : l'élection d'un gouvernement souverainiste à Québec, suivie d'un référendum sur la souveraineté.

Une fois que la souveraineté sera faite, nous pourrons faire avec nos voisins tous les arrangements que nous jugerons avantageux pour nous comme pour eux.

Il est inévitable qu'au cours des luttes passées, une certaine animosité se soit développée entre les indépendantistes purs et durs et ceux qui espéraient un Canada renouvelé.

Je crois que, dans les deux camps, la majorité partageait un idéal commun : réaliser les meilleures conditions, non seulement pour la survie mais pour l'épanouissement d'une communauté française en terre d'Amérique.

Je comprend ceux qui rêvaient du Canada dont je parlais plus tôt : un grand pays où se seraient épanouis, côte à côte et fraternellement, deux communautés parlant les deux plus grandes langues de la civilisation occidentale. Ce n'était pas seulement un beau rêve, c'était un grand idéal. Un idéal que j'ai déjà partagé et qui m'a longtemps séduit.

Mais si cet idéal n'a pas été atteint, ce n'est pas faute d'avoir eu assez d'appui du côté de la minorité, mais pas suffisamment du côté de la majorité. Au point qu'aucun homme politique du Canada anglais ne pouvait accepter les exigences minimum du Québec sans s'assurer d'une défaite électorale.

Je suis d'ailleurs convaincu que si cet idéal avait été mieux partagé, le Canada aurait naturellement été plus sensible aux injustices commises à l'égard des communautés autochtones et les chances de les corriger auraient été plus grandes.

Entre les partisans du fédéralisme renouvelé et les souverainistes, il y a toujours eu un fond d'idéal commun, un même attachement à l'originalité de notre culture, un même désir de la transmettre aux générations futures, une même fierté d'être Québécois. Ce qui nous distinguait, c'était la façon dont nous percevions les leçons de notre histoire. Les indépendantistes de la première heure en avaient depuis longtemps conclu que la transformation du Canada était impossible, les partisans du fédéralisme renouvelé espéraient une évolution plus rapide du Canada anglais.

Maintenant que tout espoir de renouveler le fédéralisme est éteint, il faut oublier les querelles passées et prendre conscience de notre idéal commun. De part et d'autre, nous voulions le bien de tous les Québécois, quelle que soit leur opinion. Nous ne nous entendions pas sur les moyens.

Si aucune des formes de renouvellement du fédéralisme canadien n'a réussi, ce n'est pas à cause des fédéralistes québécois, c'est parce que leur idéal généreux n'a pas trouvé, chez la majorité, suffisamment d'appui.

Je dis bien suffisamment, car je sais qu'il y en a eu, mais pas en assez grand nombre pour assurer l'appui nécessaire aux hommes politiques du Canada anglais qui partageaient cet idéal.

Je suis convaincu que les vrais indépendantistes, qu'ils fussent de la première ou de la dernière heure, sont prêts à accueillir dans leurs rangs tous ceux qui, insatisfaits du statu quo, ont, avec honnêteté et générosité, poursuivi une autre voie qui leur est aujourd'hui fermée.

Le Parti Québécois, dans lequel je milite, a cette ouverture d'esprit. C'est pourquoi, à mon investiture, je tenais à me faire accompagner de Jean Campeau et de Rita Dionne-Marsolais, dont l'adhésion au Parti est plus récente.

J'ai moi-même été souvent hésitant, comme beaucoup de Québécois. Je me suis ouvert à la réalité politique à l'époque de la Révolution tranquille et mes premiers héros s'appelaient : Paul Gérin-Lajoie, Éric Kierans, Georges-Émile Lapalme, Jean Lesage, et, bien sûr, René Lévesque. J'ai joint, plus tard, les rangs du R.I.N., mais le grand idéal canadien dont je parlais plus haut me faisait hésiter. C'est pourquoi je me suis senti beaucoup plus à l'aise dans le mouvement souveraineté-association. Mais j'ai plus tard compris que le Canada anglais ne serait jamais d'accord avec la souveraineté-association, à moins d'être convaincu que nous étions prêts à faire la souveraineté.

Il faut donc d'abord faire la souveraineté et ensuite, comme tout État indépendant, nous pourrions négocier d'égal à égal tous les arrangements que nous estimerons avantageux pour les deux parties.

Le Parti Québécois est plein de simples membres qui ont suivi, plus ou moins, le même cheminement que moi, plus ou moins récemment.

Mais ce n'est pas toujours l'image publique qu'on donne de nous, surtout dans les médias anglophones. L'intransigeance, même exceptionnelle, fait hélas plus de bruit que la tolérance et l'ouverture d'esprit qui sont pourtant les caractéristiques de la très grande majorité de nos membres.

Dans un domaine connexe, celui de notre ouverture aux minorités ethniques, on me permettra de donner un simple exemple pour démontrer combien la propagande de nos adversaires peut parfois donner une image fautive de ce que nous sommes vraiment.

À la tête du Parti Québécois, le Conseil exécutif national compte douze membres élus par les délégués au Congrès. Actuellement, deux sur douze proviennent d'une minorité ethnique, soit Carmen Sabag-Vaillancourt et Giuseppe Sciortino. C'est là un fait dont on ne parle presque

jamais. Nos adversaires, et surtout les médias anglophones, prétendent toujours que nous représentons un danger pour les membres des minorités ethniques. Cette présence aux plus hautes instances de notre Parti, dans des postes importants n'est-elle pas la preuve de notre ouverture à tous les Québécois ?

Cette élection est d'abord légalement destinée à choisir un député pour Laval-des-Rapides. Un VRAI représentant pour un comté qui a été trop longtemps orphelin.

Je dis trop longtemps parce que ce comté a été orphelin bien avant la démission de son dernier député, Guy Bélanger. Notamment, à cause de l'isolement dans lequel on l'a placé lorsqu'il a eu le courage de dire qu'il n'était pas d'accord avec l'entente de Charlottetown.

Cet isolement démontre qu'à l'intérieur du Parti Libéral la discipline prend une importance exagérée. Car Guy Bélanger ne faisait qu'être logique avec la position prise démocratiquement par son parti. C'est étrange parce que je suis convaincu que c'est à contrecœur que M. Bourassa a signé l'accord de Charlottetown et que, s'il s'y est finalement résigné, c'est parce qu'il a compris que les hommes politiques du Canada anglais n'en donneraient jamais plus. Les résultats du référendum allaient, sur ce point, lui donner entièrement raison.

Si on peut le comprendre, en pareille circonstance, de taire sa déception, l'ostracisme dont on a fait preuve autour de lui à l'égard de ceux qui sont restés fidèles à la politique de son parti, ne pouvait avoir qu'un effet sclérosant. Elle laisse entendre aussi que, pour ces personnes, la discipline du parti passe même avant l'intérêt supérieur de la nation.

Cette sclérose saute maintenant aux yeux. Elle interdit toute discussion, elle empêche le brassage d'idées nécessaire au processus de renouvellement qui doit toujours exister au sein d'un grand parti. Le Parti Libéral ne se renouvelle plus, il se vide.

Comment puis-je aider mon comté mieux que celui qui a eu sa confiance, mieux que les autres candidats qui aspirent à l'honneur de le représenter.

Je trouve assez difficile de parler de mes qualités. Heureusement d'autres l'ont fait avant moi avec beaucoup d'indulgence. Je suis mieux placé pour parler de mes défauts. J'ai compris très tôt dans la vie que si je devais vivre toute ma vie avec eux, je pourrais quand même être utile si je parvenais à les faire lutter les uns contre les autres. La paresse tempère l'orgueil qui lui, par contre, pousse au travail. Le passé est toujours un peu garant de l'avenir.

J'ai pratiqué pendant plus de 25 ans un métier difficile. S'il y a une caractéristique qu'on m'y a reconnue, c'est de défendre avec acharnement ceux qui me font confiance.

Je suis criminaliste. J'ai eu de la chance d'avoir une belle pratique ; je n'ai jamais défendu de vrais bandits. J'ai défendu du monde mal pris, très mal pris, des gens qui, la plupart du temps, étaient au moins partiellement responsables de la situation pénible dans laquelle ils étaient, mais aussi un certain nombre qui n'avaient été que malchanceux ou qui étaient victimes d'une grande injustice. La plupart d'entre eux ne méritaient pas le sort qu'ils risquaient s'ils n'étaient pas adéquatement représentés. Mon métier ce fut de les représenter.

Pour bien représenter, il faut d'abord écouter, comprendre et ensuite appliquer ses connaissances et les informations que l'on détient aux problèmes qu'on nous apporte. Une fois qu'on a élaboré la meilleure solution, il faut s'exprimer avec clarté, trouver les mots pour convaincre. Cela ne ressemble-t-il pas un peu à ce que doit faire un bon député ?

C'est ce que j'ai fait pendant plus de 25 ans. C'est presque devenu une deuxième nature. Eh bien, je m'engage à le faire pour mon comté aussi bien que je l'ai fait pour mes clients. Mon orgueil me poussera sûrement à vouloir atteindre et peut-être dépasser le même niveau de satisfaction.

Une chose que je ne ferai pas, ce sont des promesses irréalistes et irresponsables. On a pourtant inondé les Lavallois de ce genre de promesses au cours des dernières élections.

On vous a promis le **métro** deux fois : fin du deuxième mandat des libéraux, pas de **métro**.

On vous a promis un **pont** : quatre ans plus tard, pas de **pont**.

On vous a promis une **grosse usine d'épuration** : quatre ans plus tard, vous avez une **petite** usine et la Rivière des Prairies sent toujours ce qu'elle sentait quand j'avais 15 ans.

On vous a promis un **deuxième hôpital** : quatre ans plus tard, pas **d'hôpital**.

On vous a promis de prolonger des **autoroutes** : au rythme où les travaux avancent, on vous le promettra pendant au moins dix élections.

Notre chef tient à ce que nous ne fassions aucune promesse sans en avoir d'abord évalué le coût. C'est une attitude que je partage entièrement.

De plus, je ne crois pas qu'un député qui s'identifie au départ comme cherchant à obtenir le maximum pour son comté aux dépens des comtés voisins ou d'autres régions soit très efficace. Car il n'est pas seul à gouverner et les autres vont s'en méfier.

Je crois qu'un bon député doit accepter de travailler en équipe et s'il a une bonne connaissance des vrais problèmes de son comté qui sont souvent semblables à ceux d'autres comtés, il a plus de chance d'obtenir qu'on leur apporte les solutions adéquates et ainsi mieux servir ses électeurs.

Qu'est-ce que cela veut dire pour Laval-des-Rapides ? Il est évident que l'avenir de Laval-des-Rapides passe par celui de Laval. Si un citoyen de ce comté est en chômage, peu importe où l'emploi est créé, s'il est à distance raisonnable de sa résidence, son principal problème est réglé.

L'avenir économique de Laval dépend aussi largement, pas uniquement mais largement, de l'activité économique qui peut être créée dans la grande région métropolitaine.

Depuis déjà plus d'un an, les présidents de comtés et les futurs candidats du Parti Québécois de Laval et de la grande région métropolitaine se réunissent pour examiner un certain nombre de projets d'infrastructures qui peuvent être non seulement créateurs d'emplois mais aussi

structurants, c'est-à-dire qu'ils facilitent la venue d'investisseurs soit dans l'industrie, soit dans de grands centres d'activités économiques.

J'entends bien continuer cette action et nous aurons l'occasion de parler de certains projets concrets au cours de cette campagne électorale.

Un mot sur notre chef. Jacques Parizeau a les deux grandes qualités que l'on attend d'un homme politique : il est honnête, il est compétent et, plus particulièrement en matière économique.

Je sais bien que la dernière crainte que les Québécois ont à vaincre avant de choisir la souveraineté, c'est la crainte économique.

Pour réaliser l'indépendance, pour mettre le nouveau pays sur la bonne voie, pour prendre les bonnes décisions rapidement et avec compétence durant les négociations sur le partage de la dette et celui des actifs, c'est d'un homme comme cela dont le Québec a besoin.

Il y a des circonstances dans la vie d'un peuple où il faut un vrai chef. M. Parizeau est justement ce genre de chef dont ont besoin les démocraties. Il sait ce qu'il veut pour son pays, il le sait parce qu'il en connaît les besoins et les moyens, il le propose avec franchise, il attend l'accord de son peuple en grand démocrate qu'il est. C'est vrai que parfois, quand il sent qu'on approche du grand objectif de sa vie, il le manifeste d'une façon qui ne plaît pas à tout le monde. Mais c'est là un défaut bien minime par rapport à l'ensemble de ses qualités qui en font véritablement l'homme de la situation.

Je suis convaincu qu'une fois au pouvoir, la majorité des Québécois vont apprécier M. Parizeau comme il l'ont apprécié lorsqu'il avait la réputation d'être le meilleur ministre des Finances en Amérique, en tout cas, ça va faire changement avec ce qu'on a eu ces dernières années et ce qu'on se prépare à avoir ces prochains mois. On ne laissera plus pourrir les problèmes avant de prendre des décisions.

Je sais aussi qu'il a voulu et qu'il veut que notre Parti ait l'ouverture d'esprit dont j'ai parlé plus tôt. J'entreprends, ce soir, ma première campagne électorale. Je la voudrais conforme à un certain nombre de principes.

D'abord, le respect de l'adversaire. Je crois qu'il est aussi important pour la démocratie que pour la justice que les adversaires puissent librement exposer leurs idées. Une élection n'est pas une bataille, même si on a trop souvent la mauvaise habitude d'utiliser un vocabulaire guerrier pour la décrire. Une élection c'est une façon de choisir, de décider.

Les électeurs seront mieux éclairés si nous savons maintenir le débat à un niveau élevé.

Cette attitude doit être conservée jusque dans les plus petits détails. Le barbouillage et l'abattage de pancartes électorales auxquels nous avons assisté pendant la campagne fédérale déshonorent ceux qui s'y livrent. Je veux qu'on respecte les affiches de mes adversaires et qu'on laisse circuler librement les journaux et pamphlets qui sont autorisés par la loi électorale, laquelle, rappelons-le, est un modèle du genre et l'une des grandes contributions du Parti Québécois à la démocratie.

Je serais heureux que certains groupes du comté nous invitent à exposer conjointement nos idées. Je suis sûr que nous saurions montrer qu'il y a moyen de changer la façon de faire de la politique et permettre aux membres de ces groupes de prendre une décision éclairée.

Nous devons faire une campagne positive. Je crois que ce qui retient quelques Québécois de se joindre à nous, c'est encore un peu le manque de confiance en soi. Nous devons faire valoir les grandes réalisations des Québécois et des Lavallois. Nous sommes le Parti de la confiance.

Le Québec a beaucoup évolué depuis la Révolution tranquille. Il a rattrapé son retard en matière de compétence pour générer son économie.

Le Québec est instruit.

Le Québec est tolérant.

Le Québec est mature.

Le Québec est maintenant capable de se joindre à la Société des Nations. Sachons lui insuffler un peu plus la volonté de réaliser ce dont il est capable.